

gouvernement, Rien, jusqu'à présent, ne semble annoncer que Son Excellence ait changé de détermination.

Les journaux de Londres annoncent qu'il était parti des dépêches le 6 septembre, du bureau colonial, pour le comte de Durham et pour les gouverneurs de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick. On avait reçu le même jour des dépêches de sir George Arthur, gouverneur du Haut-Canada.

L'Association Coloniale de l'Amérique du Nord, à Londres, avait adressé à lord Glenelg, à lord John Russell, au duc de Wellington et à sir Robert Peel, des résolutions où elle exprimait sa conviction que les discussions récentes du parlement au sujet du Bas-Canada, tendrait à détruire la puissance et l'influence britanniques dans cette province, en encourageant la désaffection et en décourageant la loyauté, et déclarait solennellement ses appréhensions sérieuses que ces discussions ne retardassent la pacification, si elles ne causaient pas la perte de la colonie.

Les négociants de Londres, en liaison avec les colonies de l'Amérique septentrionale, ont écrit à Lord Melbourne une lettre en date du 22 août, dans laquelle, adoptant les sentiments exprimés par l'Association Coloniale, ils témoignent leur profond regret de ce que les ordonnances de Lord Durham aient été dévouées, attendu le conflit d'opinions qui existait dans le parlement quant à la légalité de ces ordonnances, et manifestent l'espoir que nonobstant les procédés récents, qu'ils attribuent à des ressentiments personnels, le gouverneur-général, en qui eux et leurs associés et correspondants dans la colonie ont la plus entière confiance, voudra bien continuer l'œuvre qu'il a commencée.

Dans une autre lettre, en date du 24 août, ils prient lord Melbourne de faire parvenir des copies de la précédente à lord Durham par les paquebots à vapeur.

Il paraît à peu près certain que sir John Colborne a été prié de passer encore l'hiver prochain dans cette province. On l'attend ces jours-ci à Québec.

Lord Charles Wellesley, fils du duc de Wellington, nommé au commandement du 15<sup>e</sup> régiment, est arrivé à New-York à bord d'un des derniers paquebots.

L'Éditeur de la *Gazette de Québec* (feuille anglaise) dit "qu'il tient de source digne de foi (serait-ce par hasard M. C. Baller ?) que le papier manuscrit que l'on circule comme une copie de la confession des exilés à la Bermuda et qui est, à ce qu'il paraît, parvenue en Angleterre, n'est pas la confession sur laquelle il furent déportés ; mais qu'il en existe une autre signée par eux, comme leur confession, la première ayant été trouvée entièrement inadmissible." Maintenant nous donnons plus bas une copie authentique de la lettre adressée par les exilés à Lord Durham, et datée du 18 Juin 1838. Comme nous ne sommes pas d'abord obligés de croire comme article de foi la simple assertion de la Gazette, nous donnons la lettre en question comme la seule adressée à Lord Durham jusqu'à ce que nous ayons quelque autorité un peu moins vague que la bannale phrase éditoriale "we are credibly informed." En effet : pourquoi la source "digne de foi" n'a-t-elle pas procuré au savant et zélé éditeur de la Gazette une copie de la véritable confession des prisonniers politiques ? Cela eût convaincu immédiatement les incrédules, tandis que jusqu'à présent nous avons d'un côté une assertion qui n'engage à rien et de l'autre un document signé et que nous tenons aussi de bonne source ; de sorte qu'il est toujours permis, en pareil cas, de ne point balancer. Jusqu'ici nous avons reculé à donner publicité à la lettre qui se trouve insérée dans le *Feuilleton* de ce jour, pensant qu'il n'en pourrait résulter aucun bien, mais aujourd'hui qu'on vient gratuitement et sans s'appuyer d'aucune preuve, prévenir l'opinion publique sur une transaction qui se trouve, du moins pour la généralité, enveloppée dans le mystère, nous croyons le devoir au caractère des prisonniers politiques de publier leur lettre et de mettre par là le public en état de juger jusqu'à quel point ils confessèrent leur crime supposé. Cette lettre a été remise à la personne qui nous en a donné communication, par les prisonniers eux mêmes à bord de la frégate *Vestil*. Les signataires y certifient l'innocence de tout crime moral dans leurs actions et parlent particulièrement de la lettre que nous publions comme renfermant exclusivement leur confession conditionnelle ; une telle confession n'est pas du tout, comme chacun l'avouera volontiers, une confession ; aussi désirons-nous laisser chacun juger entre le document que nous donnons ici et l'assertion inopportune de l'Éditeur de la *Gazette*.

Nous faisons précéder le document en question de la lettre d'envoi adressée à Mr. Simpson, qui, dans tout, à ce qu'il paraît, fut un officieux entremetteur. Nous ne pouvons répondre pour chacun des termes de cette lettre vu qu'elle fut écrite de mémoire par l'un des exilés à bord de la *Vestale* ; mais du moins la substance en est scrupuleusement exacte.

Vu le haut intérêt qui se rattache à ces documents, nous les publions en anglais tels qu'ils furent dressés et expédiés ; nous donnons plus bas la traduction que nous en avons faite.

We, the undersigned, request that you will obligingly take charge of the enclosed, addressed to the Governor in Chief, and we wish you to do us the favor of presenting it on our behalf. In adopting this course, we deem it a duty incumbent upon us distinctly to disavow any intention on our part to avail ourselves in the remotest manner of an Ordinance passed by the late Special Council of the Province, Chap. 1, which we cannot forbear repudiating as altogether repugnant to those principles of justice and honor which ought to be the basis of British Laws. We are impelled by far worthier motives in thus throwing ourselves upon Lord Durham for the interpretation of our political actions ; we wish this our disavowal to be respectfully intimated to His Lordship, persuaded as we are that he will rather applaud than censure this jealousy of our birthright as British subjects.

(Signed)

WOLFRED NELSON,  
R. S. M. ROUCHETTE,  
R. DESRIVIERE,  
L. H. MASSON,  
W. GODDU,  
H. A. GAUVIN,  
S. MARCHESSAULT,  
B. VIGER.

J. SIMPSON, Esq.

*New-Jail, Montreal, 18th June 1838.*

To His Excellency the EARL OF DURHAM, &c. &c.

My Lord,

You come amongst us with a character not of a class—not of an order—but of yourself—a character that entitles you to our entire confidence and we yield it. Do not imagine our minds are subjugated because our persons are under restraint, or that we seek by an unmeaning compliment to conciliate your favor. We could no—we will not prostitute unworthily to obtain clemency for ourselves—we belong to our country and make the willing sacrifice on the altar of her liberties.

We rebelled, My Lord, but start not at the avowal—we rebelled neither against Her Majesty's person nor government, but against colonial misgovernment and we abide the issue—the penalty is ours.

Had your advent been earlier, it had been blessed—it will be blessed. If our efforts be the cause of your coming we have effected what we sought to effect, the happiness of our country, and we murmur not.

Had your advent been earlier misgovernment had ceased, justice would have triumphed, the laws been administered faithfully and impartially, grievances had been redressed, and we had happily beheld a Government commanding at once the confidence and the affection of all.

We remonstrated—we were derided—the press assailed us with calumny and contumely—invective was exhausted—we were goaded to madness and compelled to show that we had the spirit of resistance or be doomed a captive, a degraded and a recreant people—we took up arms not to attack others but to defend ourselves. Did the Government put us down, or attempt to put us down?—No! if it did not encourage, it tolerated the attempt. We will not say, we will not think why. The country became excited—the people became wretched and then reckless. Lord Gosford, by Proclamation, invited back to their homes the inhabitants who had fled ; did the magistrates give effect or offer to give effect to his beneficent views ? No, the toils were set—did they not issue warrants indiscriminately against all who had used their birthright as British subjects to canvass public men and public measures ? Thus, My Lord, we were goaded into resistance, not less by the colonial authorities than by the violence of many of our political opponents—we wish to ever to forget as well as to forgive. You come without